

A l'attention des responsables de Pôles  
Des Présidents d'OTD  
Des présidents de clubs

Paris, le 18 avril 2011

N/Réf : JLR/JCS/KdV/EdL  
Objet : Prélèvement sanguin

Madame, Monsieur,

Le code du sport prévoit que dans le cadre de la lutte antidopage les contrôles puissent se faire par prélèvement sanguin. (Articles L232-12, R232-50 et suivants du Code du sport).

L'article R232-52 du Code du sport prévoit que « si le sportif contrôlé est un mineur ou un majeur protégé, tout prélèvement nécessitant une technique invasive, notamment un prélèvement de sang, ne peut être effectué qu'au vu d'une autorisation écrite de la ou des personnes investies de l'autorité parentale ou du représentant légal de l'intéressé remise lors de la prise ou du renouvellement de la licence. L'absence d'autorisation est constitutive d'un refus de se soumettre aux mesures de contrôle. »

Le refus de se soumettre aux mesures de contrôle est sanctionné d'une suspension de toute compétition de deux ans.

Par conséquent, il est absolument nécessaire que les parents ou représentants légaux des licenciés mineurs ou majeurs protégés remplissent et signent l'autorisation ci-jointe.

Les licenciés concernés devront tenir à disposition des préleveurs agréés cette autorisation en même temps que leur licence.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

**Jean Luc ROUGE**  
Président

